

Travaux de la Chambre

deux navires à l'ancre sur le lac qui attendaient de pouvoir entrer dans le port, et dix autres étaient attendus au cours de la fin de semaine.

• (1700)

Si la demi-douzaine de préposés au fonctionnement du pont levant pouvaient bloquer l'accès à la tête du lac, je ne vois pas ce que cela leur permettrait d'accomplir ni ce que cela allait faire de bon pour l'AFPC, mais je sais que cela allait forcer beaucoup d'entreprises à fermer leurs portes dans la ville de Hamilton.

Dieu merci, la police est intervenue et les a menacés de faire remorquer leurs voitures s'ils les abandonnaient sur le pont. Ils auraient à payer les frais de remorquage de leur voiture et de fourrière en plus de faire face à l'accusation d'avoir obstrué la voie publique.

Vendredi matin, bien sûr, les voitures étaient sur le pont. La police est intervenue pour les enlever. Les remorqueuses attendaient en ligne, prêtes à entrer en action.

Je me demande s'il est juste qu'une poignée de préposés au fonctionnement d'un pont levant aient le droit de paralyser tout un port, de forcer un grand nombre d'entreprises de Hamilton à fermer leurs portes, bref d'interdire tout transport à destination ou en partance d'une grande ville. Ce n'est pas juste, quelle que soit la cause qu'on veut défendre.

Certains dirigeants d'entreprises manufacturières ont adopté le principe de la livraison ponctuelle. C'est la dernière mode dans le secteur manufacturier. Pouvaient-elles recevoir leurs fournitures? Non. Où sont les fournitures? À bord de camions qui essaient de franchir la frontière. Si vous suivez les nouvelles à la télévision, vous savez que la General Motors faisait transporter ses pièces par avion à l'aéroport d'Oshawa à bord de DC-3 ou d'appareils datant de la Seconde Guerre mondiale.

Que dire des aliments périssables, comme les fruits et le reste, qui arrivaient à la frontière? Leur transport était bloqué à la frontière. C'est épouvantable. À mon avis, on ne devrait jamais permettre que pareille chose se produise.

Si vous avez entendu le ministre de l'Agriculture parler aujourd'hui du grain qui s'accumule dans les champs, vous savez que les silos-élévateurs des céréaliculteurs de l'Ouest du Canada sont pleins. Les céréaliculteurs ne peuvent écouler leur grain. Doit-on accepter pareille situation? J'estime qu'elle est inacceptable. Nous prenons les mesures qui s'imposent en présentant cette motion et en déposant un projet de loi pour y mettre un terme.

Je vais évidemment prendre la parole durant le débat qui suivra certainement le dépôt du projet de loi par le ministre à la Chambre, mais je veux souligner ce que

celui-ci a dit aujourd'hui au sujet des 0, 3 et 3 p. 100 dont les députés d'en face ne cessent de parler.

Les 0, 3 et 3 p. 100 visent tout le monde: le premier ministre, le Cabinet, les députés, les membres de la GRC et ceux des Forces armées canadiennes. Tout le monde est visé par les 0, 3 et 3 p. 100.

Certains députés et certains membres de l'AFPC essaient de nous faire avaler un énorme mensonge, celui selon lequel nous nous sommes donné une augmentation que nous allons maintenant tenter de leur faire payer. C'est tout à fait absurde.

Tout le monde sait que les contrats de travail au sein de la fonction publique viennent à échéance à différents moments au cours de l'année. On sait par exemple que la date de notre rajustement salarial était le 1^{er} janvier 1991, que les contrats de travail de certains cadres sont arrivés à échéance en juin 1991 et que d'autres sont arrivés à échéance à d'autres moments.

Les pourcentages de 0, 3 et 3 s'appliquent, le moment venu, à tous ceux qui figurent sur la liste de paye du gouvernement. Notre tour viendra dans trois mois.

Des voix: Oh, oh!

M. Kempling: Cette conduite est typique des néo-démocrates. Ils poussent les hauts cris. Ils veulent qu'on les écoute, mais quand la parole est aux autres, ils hurlent et ils beuglent. Ils ne veulent pas connaître la vérité.

De toute façon, monsieur le Président, cette motion est excellente. J'espère que la Chambre l'appuiera. Nous devons faire en sorte que les différents ministères recommencent à fonctionner. Nous devons fournir à la population les services auxquels elle s'attend. Nous ne pouvons paralyser l'économie de notre pays pour l'amour de Daryl Bean ou de qui que ce soit. Nous avons entendu parler de la façon dont Daryl Bean traite les employés de son syndicat, du pourcentage d'augmentation qu'il leur a consenti et du pourcentage de ses employés qu'il a congédiés lorsqu'ils se sont montrés en désaccord avec sa position. C'est très bien si Daryl Bean agit ainsi, mais si quelqu'un d'autre ose faire de même, c'est un affreux.

J'espère que les députés de cette Chambre useront de leur bon sens comme ils l'ont fait dans le passé, qu'ils adopteront cette motion et qu'ils nous permettront de passer à l'étude du projet de loi dont nous serons saisis, qu'ils en permettront l'adoption et qu'ils laisseront la Chambre passer à autre chose.